

L'intersyndicale Solidaires Finances Publiques, FO et CGT a été reçue par le directeur de cabinet du préfet de l'Eure. L'intersyndicale s'est longuement exprimée et est largement revenue sur le **mouvement lancé à la DDFIP depuis le 10 octobre.**

Nous avons d'abord indiqué que nous avons sollicité cette audience, car le dialogue social avec notre directeur était totalement bloqué en ce qui concerne les restructurations prévues pour 2018.

Nous avons remis notre pétition pour le maintien des services de proximité qui a recueilli pas moins de 1060 signatures en 8 jours.

Nous avons souhaité interpeller le directeur de cabinet sur le maillage territorial et le devenir des implantations de nos services notamment dans le sud du département.

Nous avons rappelé que nous avons perdu la moitié de nos effectifs depuis 20 ans et la moitié de nos implantations sur l'Eure qui reste un département rural ou le tout numérique n'est pas la réponse à toutes les questions.

Nous lui avons indiqué qu'il ne nous semblait pas anormal de recevoir le public des professionnels sur les sites de Verneuil et Bernay dans la mesure où des agents continueront à travailler sur ces sites.

Nous avons évoqué la problématique de la fusion des SIP d'Evreux ainsi que l'accueil massif que cela allait générer et le manque de parking pour les usagers.

Nous avons abordé la question des conditions de vie au travail et le fait que les suppressions d'emplois n'étaient en rien justifiées par des gains de productivité mais décidées de manière dogmatique par la loi de finances. Nous avons parlé des missions qui sont régionalisées et externalisées également.

Nous lui avons demandé de relayer auprès du préfet de région les besoins en termes budgétaires liées à la politique immobilière de l'État avec pour point d'orgue la nécessité de travailler dans les meilleures conditions possibles.

Nous avons donc signalé la problématique du parking à Politzer, du désamiantage aux Andelys puis à Louviers et Pont Audemer qui sont densifiés chaque année et la nécessité de disposer des crédits nécessaires à l'entretien des bâtiments domaniaux. De plus nous avons insisté sur la nécessité de revoir l'accueil de la Cité administrative avec les problèmes thermiques engendrés par la verrière et celle du relogement de la trésorerie de Gisors.

Nous avons été écoutés poliment durant cette entrevue qui a duré près d'une heure et, sur quelques points, le directeur de cabinet a semblé sensible à nos arguments...

En attendant les suites,

Continuons la mobilisation !

Notre préavis de grève reste illimité, prochaine étape rendez vous

avec la déléguée interrégionale du Directeur Général !

Colonne de droite publique: [En direct des sections](#)

Public: [Infos / actions](#)

[Mobilisations 2017](#)

[ASR / Restructurations : on dit NON !](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank
